

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE

Société Coopérative à capital variable. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances.
Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 008 015.
Siège Social : 26, quai de la Rapée - 75012 Paris.
775 665 615 R.C.S. Paris.

AVIS RECTIFICATIF ET ADDITIF

Erratum à l'avis de réunion valant avis de convocation concernant l'assemblée générale mixte de la société CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE-DE-FRANCE du jeudi 29 mars 2018, à 15 heures, à la Maison de la Mutualité, au 24, Rue Saint-Victor à PARIS (75005), paru dans le *Bulletin des Annonces légales obligatoires* n° 23 du 21 février 2018 - Annonce n° 1800346.

Dans le premier paragraphe, il faut lire :

« Les Sociétaires sont convoqués en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire, le jeudi 29 mars 2018, à **14 heures 30**, à la Maison de la Mutualité, au 24, Rue Saint-Victor à PARIS (75005) »

Au lieu de :

« Les Sociétaires sont convoqués en assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire, le jeudi 29 mars 2018, à **15 heures**, à la Maison de la Mutualité, au 24, Rue Saint-Victor à PARIS (75005) »

Dans le projet de résolutions :

Dans la treizième résolution, il faut lire :

« L'assemblée générale ordinaire sur proposition du conseil d'administration décide de nommer Mme **Viviane GOUZLAN**, qui l'accepte, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'Exercice 2020, suite à l'arrivée du terme du mandat de Mme Anne-Marie HELLEISEN. »

Au lieu de :

« L'assemblée générale ordinaire sur proposition du conseil d'administration décide de nommer **M./Mme [●]** qui l'accepte, pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'Exercice 2020, suite à l'arrivée du terme du mandat de Mme Anne-Marie HELLEISEN. »

Dans la trente-septième résolution, il faut lire :

« L'assemblée générale ordinaire décide de désigner le cabinet Montiel Laborde, situé au 14, rue Portalis à PARIS (75008), représenté par M. Jean-Luc MONTIEL, en qualité de réviseur titulaire et le cabinet Albouy Associés Consult, situé au 15, cité de Pusy à PARIS (75017), représenté par M. Christian ALBOUY, en qualité de réviseur suppléant afin de conduire une mission de révision coopérative conformément aux dispositions des articles 25-1 à 25-5 de la loi du 10 septembre 1947 et aux textes d'application. »

Au lieu de :

« L'assemblée générale ordinaire décide de désigner **[●]** en qualité de réviseur titulaire et **[●]** en qualité de réviseur suppléant afin de conduire une mission de révision coopérative conformément aux dispositions des articles 25-1 à 25-5 de la loi du 10 septembre 1947 et aux textes d'application. »

1800523